

Table-ronde : les enjeux éducatifs de la végétalisation des cours et espaces extérieurs

Proposé par /à partir de la retranscription de la table-ronde - 21/06/2022

6 intervenantes, 6 regards complémentaires sur les enjeux éducatifs de la végétalisation des cours et espaces extérieurs. Lors de cette table-ronde, elles ont partagé avec les participant•es de la journée régionale [1] leurs expériences, connaissances, visions, conseils...



Intervenantes :

- **Claire Grolleau**, Fondatrice et Présidente de l'Association Label Vie.
- **Yvette Lathuillère**, conseillère pédagogique départementale du Rhône à l'Académie de Lyon.
- **Oriane Leicher-Auchapt**, responsable de la démarche « Cours nature » à la Ville de Lyon.
- **Anne Louise Nesme**, Formatrice, potière et autrice.

- **Joëlle Quintin**, Association Ceux-ci cela et membre du conseil d'administration du GRAINE ARA.
 - **Raphaëlle Thiollier**, cheffe de projets cours Oasis à la Ville de Paris.
-

Quelles sont les origines de votre engagement autour de la revégétalisation et débitumisation ? Et quels en sont selon vous les enjeux éducatifs et les bienfaits?

Claire Grolleau : Pour les crèches et pour les jeunes enfants, « casser le béton » est un enjeu éducatif et un enjeu de survie. Nous faisons l'hypothèse qu'il est impossible pour un jeune enfant de se développer et de s'épanouir sans la présence du reste du vivant. J'ai pu le constater avec mon histoire personnelle, car je ne suis pas éducatrice de jeunes enfants, je suis toxicologue de l'environnement. En effet, c'est lorsque j'ai eu un enfant que j'ai découvert qu'il fallait qu'il soit « le cul dans la terre ». Quand on allait sur la plage, et qu'on voyait des banquettes de posidonies (plantes marines), j'étais choquée d'entendre des parents dire « *Ohlala c'est sale !* ». Et puis, lorsque mon fils était en crèche, je me suis aperçue que les autres parents n'avaient pas le même comportement avec leur enfant que moi avec le mien : « *Non, c'est sale* », « *Touche pas, c'est dangereux* »...

Aujourd'hui, nous sommes réunis pour expliquer pourquoi tout cela a du sens, mais c'est l'inverse qui n'a pas de sens. Quand je me suis rapprochée des professionnel·les de la petite enfance, ils m'ont assez vite confortée dans mon élan, car tous les psychologues et pédagogues disent que le contact de l'enfant avec le reste du vivant est fondamental et vital. Ce sont ces personnes-là qui m'ont donné les clés théoriques, psychologiques et pédagogiques concernant les jeunes enfants, ces « petits » d'Hommes. On a commencé à développer des ateliers pour redonner aux enfants urbains, au départ, la possibilité de toucher autre chose que la terre du ficus benjamin ou que la crotte du chien sur le trottoir...

Anne-Louise Nesme : C'est effectivement en voyant les enfants qui ne pouvaient plus mettre les mains dans la terre, ou qui ne pouvaient plus que très difficilement s'asseoir par terre ou toucher l'herbe avec leurs pieds nus, que j'ai eu envie de rassembler un certain nombre d'études et d'expériences, du savoir froid, du savoir chaud, dans le cadre de cet essai. Pour moi, « mettre les mains dans la terre » ce n'est pas qu'une expression mais une réalité et un préalable indispensable pour les enfants d'aujourd'hui, concernant le rapport à soi. **Parce qu'en privant les enfants de ce rapport physique, de ces autorisations élémentaires, on les prive d'une partie d'eux-mêmes :** du point de vue de leur santé, du point de vue de leur développement et de tout l'espace complexe et immensément ouvert que le dehors autorise pour jouer, pour s'inventer, pour s'imaginer, pour s'explorer, pour s'éprouver, y compris dans ses limites, et y compris dans des risques mesurés.

La question du rapport à la sécurité et au risque me paraît centrale. Elle alimente certaines réticences, engage parfois des débats délicats mais j'ai tendance à penser pour faire court que, dehors, les enfants peuvent apprendre à mieux cerner quelles sont leurs limites et leurs ressources, à devenir plus autonomes aussi. Et qu'une focalisation sur une certaine acception de la « sécurité » limite parfois ce développement. Dans le rapport à soi, on pourrait

énumérer encore plein de dimensions, dont celle du plaisir et de l'imaginaire qui sont très stimulés dehors. Dans le rapport à l'autre, dehors on est dans des espaces très riches pour développer les compétences psychosociales : la coopération, la créativité, l'estime de soi sont particulièrement sollicitées et renforcés dans ces temps ; et plus globalement dans le rapport à l'autre vivant. Nous avons à apprendre à cohabiter avec toutes les formes de vie et nous n'avons sans doute pas d'autres choix que la coopération et l'entraide avec ces autres formes de vie.

Il y a aussi un enjeu d'éco-citoyenneté : plus les enfants vont tisser des liens intimes très tôt avec les éléments du dehors, à force de répétition et de régularité, plus ils vont rechercher plus tard à retrouver ces liens de proximité et d'intimité avec la nature. Des études montrent les liens forts entre l'expérience précoce du dehors et l'engagement, une fois devenus adultes vers des causes environnementales. Cette perspective est l'un des enjeux parmi d'autres mais il me paraît important de bien l'avoir en tête sur cette thématique.



De gauche à droite : Claire Grolleau, Anne Louise Nesme et Yvette Lathuillière

Quel est le positionnement de l'éducation nationale vis-à-vis des enjeux éducatifs de ces réaménagements de cours d'écoles maternelles ou primaires mais aussi de la notion de classe dehors, de l'éducation dehors... ?

Yvette Lathuillière : L'éducation nationale est tout à fait à l'écoute des besoins du terrain et elle est réceptive aux envies ressenties des enseignants (des écoles, collèges et lycées), pour sortir leurs élèves et pouvoir apprendre aussi dehors et développer les compétences psychosociales et

cognitives avec la nature. Ce besoin de contact avec la nature est bien identifié : l'an dernier encore des renforcements des programmes pour l'éducation au développement durable, au changement climatique et à la biodiversité ont pointé, dans toutes les disciplines, de la maternelle au lycée, comment on pouvait étudier ces questions en proximité avec le dehors. C'est une volonté partagée au niveau institutionnel : il y a eu une prise de conscience à la faveur du confinement de 2020 : on a vu notamment dans les zones défavorisées et dans les zones d'éducation prioritaires comment les enfants ont été confinés de manière très importante. Sur Lyon, ce problème a continué avec les attentats de l'automne : certains inspecteurs ont été très frileux et ils nous ont découragé de sortir dans les parcs les plus proches des écoles. Il y a donc une prise de conscience qu'il faut sortir, si possible dans l'enceinte de l'école. La végétalisation va être un facteur amplifiant de cette possibilité. Sinon il faut sortir en proximité, que ce soit en ville ou que ce soit dans le monde rural, où il est encore plus facile de trouver des espaces où sortir en lieux naturels. C'est une volonté qui est accompagnée et cela répond aussi à une demande du terrain très forte aujourd'hui. C'est pourquoi on remarque le mouvement des associations et des entreprises qui se montent et qui ont envie d'accompagner ces évolutions pédagogiques des enseignants.

Quels sont les accompagnements possibles par des associations ?

Joëlle Quintin : Il y a autant d'accompagnement possible que de publics et d'acteurs : les équipes éducatives des écoles, de tous les lieux éducatifs de l'éducation populaire, de la petite enfance et médico-sociaux, sans oublier les personnes des collectivités ! Et de la petite enfance... jusqu'aux adultes. L'accompagnement dépend des attentes et besoins de tous ceux qui sont concernés. Monter des programmes de renaturation à l'échelle d'une collectivité, ce n'est pas la même chose que de monter un projet dans un seul lieu. L'accompagnement peut porter autant sur les aspects éducatifs et pédagogiques que sur les démarches participatives et de co-conception ou sur des aspects plus formels comme l'aménagement, la création de biodiversité végétalisation. Enfin, accompagner, c'est aussi mettre en réseau.

Que voulons-nous comme société ? Préférons-nous une société qui prône, qui favorise, sans le vouloir peut-être, et de fait les questions de compétition, et de valorisation de la performance uniquement ? Ou bien voulons-nous une société qui propose une diversité d'activités, qui offre un regard de coopération, de vivre ensemble, etc. ?

Comment se positionne Paris en tant que collectivité sur ces projets ?

Raphaëlle Thiollier : Je rebondis sur ce qui a été dit : il y a un enjeu pour nous, c'est un enjeu de choix de société qu'on fait dans cet espace de cours d'école. On sait que c'est un microcosme social, c'est aussi l'environnement dans lequel les enfants sont plongés 3 heures par jour, tous les jours, c'est aussi un des filtres avec lequel ils verront le monde plus tard. Cet environnement est très important pour eux. Je rejoins ce qui a été dit concernant la **relation intime avec la nature**, nous avons aussi un vrai souci que les enfants aient un lien durable et quotidien avec la nature. On fait le pari que

cela va en faire des citoyens plus avertis, qui auront envie ensuite de défendre la biodiversité et cette nature en ville.

L'enjeu de lien durable est très important et cela passe notamment par un aspect sensible, sensoriel. Ce n'est pas la nature approchée de façon théorique, où on apprend à reconnaître... (Même si c'est très important de connaître la nature dans le détail et de constituer un savoir scientifique bien sûr !). La manipulation, le toucher vont aussi marquer l'émotionnel et la façon dont fonctionnent les enfants. Nous souhaitons remettre tout ça au cœur des espaces : cela passe par beaucoup de résistances, mais on essaie de les lever progressivement.

Je citerai les écrits de Richard Louv, pédagogue américain, au sujet du trouble de manque de nature chez les enfants. Il y parle aussi des établissements scolaires : on remarque que dans les cours classiques, planes, bitumées avec seulement un équipement sportif, les enfants qui sont les plus valorisés et populaires dans leur groupe social sont les plus performants, les plus rapides, forts... Ce sont souvent eux qui ont la côte auprès des autres. Dans les espaces plus divers, dans la nature, les enfants les plus valorisés sont ceux qui sont capables d'être dans la coopération, de jouer à plusieurs, d'être dans l'imaginaire, de créer des jeux, d'associer les uns et les autres. Pour moi il y a un vrai choix de société dans ces espaces. Que voulons-nous comme société ?

Préférons-nous une société qui prône, qui favorise, sans le vouloir peut-être, et de fait les questions de compétition, et de valorisation de la performance uniquement ? Ou bien voulons-nous une société qui propose une diversité d'activités, qui offre un regard de coopération, de vivre ensemble, etc. ? C'est un vrai débat de société autour de la cour d'école. On essaie de développer cela à Paris et le chemin est loin d'être fini. C'est très enthousiasmant de travailler là-dessus, et on s'aperçoit finalement que quand on remet des enfants au cœur, cela fait finalement beaucoup de consensus.



De gauche à droite : Raphaëlle Thiollier, Joëlle Quintin et Oriane Leicher-Auchapt

Qu'est-ce qui a été déclencheur pour la Ville de Lyon ? Est-ce que ces enjeux éducatifs sont bien pris en compte dans les projets qui débutent ?

Oriane Leicher-Auchapt : Le premier axe qui a convaincu les élus de s'engager dans cette voie-là, c'est le besoin de remettre du contact entre la nature et l'enfant. En prenant en compte l'enfant au sens large et tout ce que la ville a comme responsabilité sur l'accueil de l'enfant (crèches comme écoles). Il s'agit de remettre la notion d'émerveillement au cœur du quotidien des enfants, en sentant les choses, en regardant les petites bêtes, en observant le cycle des saisons... **Remettre cette place du végétal et de la nature au plus près des enfants, aussi dans un souci d'équité et d'égalité** car on accueille des publics très différents. On touche en fait un public large : les enfants qui vont en crèche, ceux qui vont au périscolaire (le matin, le midi et le soir), ceux qui vont en extra-scolaire pendant les vacances. On touche beaucoup d'enfants et parmi eux, tous n'ont pas la chance d'avoir un jardin, de sortir dans les parcs les week-ends ou pendant les vacances. Il est de notre responsabilité d'offrir dans ces lieux où la majorité des enfants vont passer un temps conséquent, un espace sensible, pédagogique, éducatif pour permettre à tous et toutes d'avoir un accès à cette nature. On entend parfois des phrases comme « *C'est bon, les enfants peuvent aller au parc le week-end* » : oui, mais il y a un enjeu pour que cela se passe aussi dans l'école, dans les crèches et qu'on ne remette pas toujours la responsabilité ailleurs.

Notre deuxième responsabilité en tant que commune, c'est de mettre à disposition ces lieux

qu'on doit construire, entretenir pour les professionnel.les qui y travaillent : aux enseignant.es qui souhaitent faire classe dehors, aux professionnel.les de la petite enfance qui veulent pouvoir passer du temps dehors et dans l'herbe avec les jeunes enfants... On doit pouvoir leur proposer des lieux pour développer ces pédagogies et offrir aux enfants des espaces qui ne sont pas seulement vus comme des lieux pour se défouler. C'est un enjeu important mais aujourd'hui la cour n'est bien souvent perçue que sous ce prisme : elle doit permettre de se défouler. Certes, il faut pouvoir se défouler car la motricité est un enjeu essentiel, on parlait tout à l'heure d'enjeux de santé, d'obésité, de mouvement... Pour autant il faut aussi voir plus largement :

courir est important, comme sauter, grimper, tester l'équilibre, etc. On veut aussi pouvoir valoriser toutes les motricités, mais aussi les activités d'expérimentation, de manipulation... et valoriser les activités de contemplation, pour celles et ceux qui ont besoin d'avoir des espaces de calme, de sérénité, seul.es, en petits groupes, pouvoir faire en sorte que chacun.e trouve sa place dans ces espaces : que ce soit ouvert à tous et toutes, pour tous et toutes. Même si ces espaces sont souvent petits et contraints, pour autant, chacun.e doit pouvoir y trouver sa place.

On constate au moment du retour en classe que les élèves vont beaucoup mieux : il n'y a pas eu de conflits ou de violences verbales, on observe vraiment une diminution des violences.

Ces projets de débitumisation, végétalisation... sont-ils un effet de mode du moment ou une véritable prise de conscience ?

Yvette Lathuillère : Il s'agit d'une prise de conscience : depuis 2013 dans l'éducation nationale, on a travaillé sur l'amélioration du climat scolaire. Il est vrai que les cours ont beaucoup été pensées comme des espaces pour se défouler - et ça doit le rester partiellement - mais ce sont surtout des espaces où les enfants doivent se rencontrer, se recréer. C'est une re-création : recréer des relations ensemble, s'apaiser. Et on se rend compte, là où ça a déjà été expérimenté (aussi bien en lycée professionnel qu'en maternelle) comment ça participe à l'amélioration du climat et à la qualité des relations entre les enfants. On constate au moment du retour en classe que les élèves vont beaucoup mieux : il n'y a pas eu de conflits ou de violences verbales, on observe vraiment une diminution des violences. **Ce n'est donc pas un effet de mode mais bien une nécessité sociale et sociétale.**

D'autres pays l'ont expérimenté avant nous, je pense qu'en **France on a un certain retard sur ces aménagements car on a souvent fait le choix du confort des adultes.** On a bitumé, on bitume jusqu'aux pieds des arbres, on met des tapis verts synthétiques au lieu de laisser de la terre... autant de choses à requestionner pour aller vers une culture du bien-être à l'école. On peut citer le travail de Christophe Marsollier, chercheur en sciences de l'éducation, qui démontre qu'à l'école on peut parler d'une culture du bien-être et du bonheur à l'école. Cela passe par l'aménagement des espaces intérieurs (ce qui a été travaillé) et aujourd'hui vraiment par l'aménagement des espaces extérieurs avec une reconquête de la nature sur l'espace vital de l'école. Ce n'est pas un effet de mode, c'est une nécessité pour le bien-être humain.

Anne Louise Nesme : Je ne penserais pas ça non plus en termes d'effet de mode... Je pense en

effet qu'on a tiré l'élastique un peu loin. C'est-à-dire que l'éloignement des enfants à la nature est aujourd'hui très grand. Rappelons le résultat d'études nationales fiables : **39% des enfants en âge d'aller à l'école élémentaire aujourd'hui ne sortent plus dehors les jours d'école.** On a des enfants qui grandissent dans leur chambre, beaucoup à l'intérieur, et qui poussent un peu hors sol. Cette situation est liée à plusieurs facteurs : l'urbanisation, la multi-modalité, la culture de la sécurité omnipotente qui fait qu'on a peur. La rue est devenue un espace dangereux, avec des dangers réels et des dangers fantasmés. On peut citer d'autres vecteurs comme l'éloignement d'avec le monde paysan. Il y a 50 ans, la France était un pays éminemment rural, très ancré dans le monde paysan. Aujourd'hui qui sont les enfants qui partagent ou qui connaissent encore ce vécu-là, autrement que par les livres ou les dessins animés ? On est allés très, très loin. **Ce n'est pas tant un effet de mode qu'une prise de conscience,** parce qu'il y a toute une littérature (notamment sur le syndrome de manque de nature), avec effectivement un peu de retard par rapport à d'autres pays et qui nous oblige à prendre ça très au sérieux. Il y a un retour d'élastique et de nécessité absolue de prendre ça en main.

Quand on accompagne les gens à la transition il faut être précautionneux, il ne faut pas culpabiliser sur ce qu'ils faisaient avant hier...

Claire Grolleau : Il ne me semble pas non plus que ce soit un effet de mode. **On est en haut de la vague, et c'est tant mieux, on va pousser, se mettre debout sur le surf et prendre la puissance de ce qui est en train de se faire.** Ça fait 20 ans que je vois des structures d'accueil de jeunes enfants au sein desquelles il y a de la nature (amandiers en pleine terre) et les enfants peuvent toucher les amandes qui tombent et ce n'est pas interdit. Il y a beaucoup eu la pression de la réglementation et de la gestion du risque puis l'interprétation de la sécurité, mais ça a été abordé différemment entre les structures. Ces défricheurs, ces gens qui croient en cette présence des enfants au cœur du reste du vivant, ça existe depuis toujours mais ils ont été minoritaires, ils ont été laminés... On a tous vécu la bétonisation des arbres : j'ai vécu les arbres en pleine terre, puis barricadés dans les rues, puis des arbres coupés et remplacés par d'autres qui ne perdent pas leurs feuilles, n'ont pas de fruit, ne sont pas gênants... Dans les 20 dernières années, on a tous vu cette évolution. Elle a existé et maintenant on est en train de vivre autre chose. C'est au-delà d'une mode, c'est une prise de conscience. Quand on accompagne les gens à la transition il faut être précautionneux, il ne faut pas culpabiliser sur ce qu'ils faisaient avant hier... on est parfois collectivement embarqués dans quelque chose qui nous appartient un peu moins. L'expression « effet de mode » dévalorise ce qu'on est en train de faire : **il faut respecter ce qui a été fait avant - on en a fait partie aussi - et valoriser ce qui est en train de se passer.** Montons tous sur la planche et allons-y ! Ramons tous dans le même sens, c'est très beau ! Je suis très contente de vivre ça !

Joëlle Quintin : Il y a des choses qui nous poussent et qui ne sont pas un effet de mode : les effets du dérèglement climatique, les problématiques de santé et de santé mentale. Les constats sont là, donc il faut agir, et renaturer les lieux éducatifs c'est un des moyens.

Oriane Leicher-Auchapt : Je ne parlerai pas d'effet de mode, il y a plutôt clairement un effet boule de neige. C'est un projet enthousiasmant et consensuel dans le bon sens du terme : même s'il y a des freins techniques, organisationnels et de moyens, concernant les enjeux, c'est partagé par tous, tout le monde veut y aller. C'est porteur. Je pense beaucoup à la puissance évocatrice des images et des photos des réalisations de ce qui se passe ailleurs. Si cet effet boule de neige marche, c'est parce que lorsque des adultes voient des réalisations de ce qui se passe ailleurs, ça parle à l'enfant qui est en chacun de nous. On se dit « *J'aurais adoré jouer là* ». On s'y projette énormément. Plus il y a de photos, d'expériences, plus cela devient exponentiel parce que chacun se dit « *c'est génial, je veux ça pour moi, pour mon enfant* » et c'est tant mieux !

Raphaëlle Thiollier : Je pense que cela répond aussi à un besoin humain très profond. On se reconnecte à quelque chose d'assez puissant chez nous tous. A Paris, on a eu la chance de faire un voyage d'études en Belgique, où on a appris beaucoup de choses, on a tous pris une claque sur ce qui était possible. Pendant 3 jours, on a pu arpenter des cours naturelles et voir ce qu'il était possible de faire. Ils nous ont raconté comment ils ont embarqué les parents : « *On leur demande de fermer les yeux et de se rappeler dans leur enfance des moments importants dans le dehors et qui les ont marqués, qui ont été utiles dans leur développement, etc. En fait, les gens racontent après les moments où ils ont pu grimper à un arbre, où ils se sont cachés dans une grotte... puis on leur a demandé si ce n'était pas ce dont ils avaient vraiment envie pour leurs enfants aujourd'hui ?* ». D'autant plus que l'on sait que les enfants sont de plus en plus enfermés, que sur 50 ans, les enfants ont perdu une possibilité de déplacements en kilomètres et une certaine autonomie. Il y a un sujet à aller rechercher du côté de ces besoins fondamentaux : cela touche presque à quelque chose d'anthropologique, d'appartenir à un écosystème plus large.

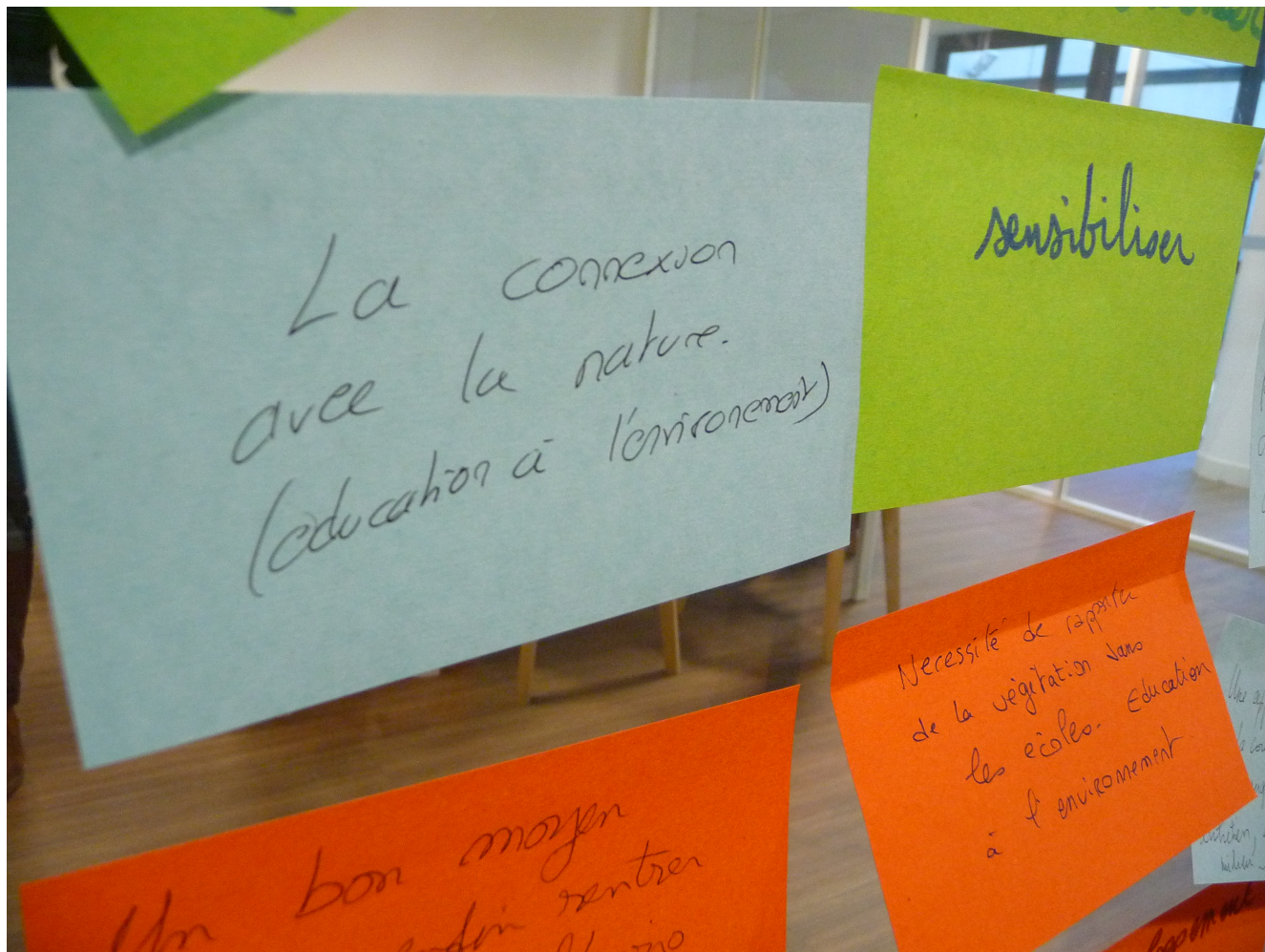
Comment se fait l'amorçage d'un projet ? Quels sont les freins, les leviers ? Comment faire en sorte que les enfants restent dans des espaces les plus végétalisés possible ?

Yvette Lathuillère : Cela dépend vraiment des gens en présence. Par exemple, dans le cas d'une transition entre une crèche végétalisée et une école maternelle qui ne l'est pas, il peut y avoir des parents qui posent la question « *Comment se fait-il que mon enfant se retrouve dans un espace totalement minéralisé après avoir été au contact avec la nature au sein de sa crèche ?* » Les parents vont induire alors un questionnement auprès des enseignant.es. Peut-être qu'ils vont bien tomber et qu'il y aura une réponse réactive de leur part ou de la part des collectivités territoriales qui se diront qu'effectivement, c'est aberrant ! Les prises de conscience sont dépendantes de comment les gens s'approprient ces questions. C'est ce qui nous fait le plus trépigner d'impatience... ! Du moment où il y a rencontre et synergie entre ces acteurs, après les choses peuvent aller assez vite. Cela dépend de comment les gens sont réceptifs à ces questions

aujourd'hui, de comment ils sont informés et comment ils sont en lien avec l'évolution du monde. Pensons aux rapports du Giec, et aux autres interpellations du moment, on ne peut pas rester insensibles à cette reconnexion au vivant. Tout dépend de la contingence locale.

Est-ce que les élèves eux-mêmes peuvent être à l'amorce d'un projet ?

Yvette Lathuillère : Bien sûr ! C'est une des revendications de La Défenseure des Enfants : elle le dit assez fort « *Ecoutez plus la parole des enfants !* ». Dans les collèges et lycées, ils sont demandeurs. Mais tous les enseignant.es ou parents ne sont pas encore vraiment prêts à les écouter véritablement, de mettre en acte, et de construire des projets avec eux.



Cette enseignante a témoigné du fait qu'elle avait remarqué des changements dès le premier mois. Ça va très vite, même pour une toute petite action !

Anne-Louise Nesme : Ce dont on parle aujourd'hui est une question politique pour moi.

Elle concerne tous les acteurs. On dispose tous de pouvoir d'agir (enfants, parents, enseignants...). Parfois il suffit d'une personne qui est très convaincue et qui commence à sortir avec ses élèves. Je pense à des enseignants qui ont testé de toutes petites choses, comme cette enseignante qui commence à sortir 15 minutes chaque semaine avec sa classe de CM1, qui n'a

pas beaucoup d'espaces verts dans son école, mais qui dispose d'une vue sur des arbres. Elle se met à proposer une fois par semaine un quart d'heure d'observations (mobilisation des sens) et dessins des arbres. Elle constate très vite l'intérêt des enfants, leur attention centrée sur cette action et un gain très fort lorsqu'ils retournent ensuite en classe, en termes de concentration, de qualité des rapports entre eux et avec elle. Cette enseignante a témoigné du fait qu'elle avait remarqué des changements dès le premier mois. Ça va très vite, même pour une toute petite action ! Les cercles vertueux peuvent s'installer, de natures très diversifiées, avec des propositions qui ne sont pas forcément celles typées comme le jardinage et qui engagent des expériences heureuses. C'est contagieux, et tout le monde a envie d'y aller si le bien-être des enfants et celui des adultes s'en trouve renforcé.

Claire Grolleau : Concernant les freins dans le monde de la petite enfance, celui qui est brandi en numéro 1, c'est la sécurité et l'hygiène, ou plutôt une fausse traduction de l'hygiène. On perçoit d'abord le danger, comme par exemple une amande est une fausse route potentielle, la terre est un empoisonnement potentiel avant d'être quoi que ce soit d'autre, un bâton crève un œil avant tout... On a vraiment eu à faire face à ce type de freins avant le frein financier ou de temps. On a fait converger les aspects de santé : la terre va venir nourrir le microbiote de l'enfant, renforcer son immunité. Heureusement qu'il y a eu beaucoup de publications sur tous ces sujets pour les transmettre aux décideurs.

Cette balance bénéfices / risques, il a fallu la faire basculer dans le sens de plus de nature au contact des jeunes enfants, mais c'est un processus très long. Un nouveau décret est sorti concernant le mode d'accueil du jeune enfant. On avait demandé, proposé d'accentuer la végétalisation, et on a obtenu que la climatisation ne soit plus recommandée dans les lieux d'accueil du jeune enfant. On n'a pas encore obtenu de recommander fortement des pergolas végétalisées, mais ça viendra.

Il y a 1001 pistes d'engagements même pour les structures qui n'ont pas beaucoup d'extérieurs : le jardinage, l'atelier cuisine, toucher les légumes, les matières naturelles alimentaires, faire du pain, aller à l'extérieur et faire le marché, ça a été une façon pour certains de commencer à partir de rien du tout. Travailler l'argile, développer le toucher, il y a autant d'invitations à entrer dans le dehors par n'importe quel chemin. Des fois le pot de plantes aromatiques ou de tomates cerises a été salvateur ou initiateur.

Anne-Louise Nesme : L'enjeu est de convoquer et de mobiliser les sens.

Claire Grolleau : Je le dis souvent, il faut réveiller l'animal qui est en nous. Chez le jeune enfant, on va droit au but. L'enfant n'est pas encore « dressé » (c'est un mot choisi), il ne lève pas le doigt pour aller faire pipi ou prendre la parole. Donc je défends l'idée qu'il faut laisser s'exprimer l'animal qui est en nous, et le laisser se mettre au contact du reste du vivant.

Ça doit passer par la volonté politique puisque ce sont les collectivités qui ont la charge des lieux éducatifs.

Oriane Leicher-Auchapt : Je pense qu'il y a deux entrées qui se complètent. **Il y a d'abord une volonté politique** pour les structures éducatives, avec un changement d'envergure dans ce qu'on propose matériellement. Ça doit passer par la volonté politique puisque ce sont les

collectivités qui ont la charge des lieux éducatifs. Pour la Ville de Lyon il y a le souhait de végétaliser un tiers des écoles, la moitié des crèches municipales et associatives avant la fin du mandat. C'est une entrée, mais elle ne peut être la seule. **Il doit y avoir aussi une impulsion depuis le terrain**, avec des besoins exprimés.

On peut cependant devancer, voire susciter l'amorce politique : la Ville de Lyon organise des concertations de 2-3 mois dans les lieux sélectionnés, mais si c'est un sujet déjà pensé et mûri par la communauté éducative depuis 1 an, 2 ans, on va pouvoir aller beaucoup plus loin. On a par exemple lancé un plan de formation pour les crèches municipales sur le lien enfant - nature. Dès le lendemain de la formation dans certaines crèches, ils ont commencé à tester la sieste ou le goûter dehors, pour expérimenter, pour repérer les bénéfices ou les freins.

L'amorce est double, il faut embarquer tous les acteurs sans attendre le politique : les parents, les enseignant•es, les professionnel•les de la Petite Enfance, les agents, les animateurs et animatrices du périscolaire et associations d'éducation populaire peuvent contribuer aux changements profonds de pratiques.

Joelle Quintin : On peut aussi faire de petits projets dans le projet pour commencer à changer ses pratiques « ici et maintenant » en attendant les travaux plus importants. **On peut penser à de petits aménagements qui pourraient préfigurer les nouveaux espaces. On peut initier de petits projets avec les enfants et qui transforment déjà les lieux** (graffitis mousse, circuits d'eau dans la cour, aménagements mobiles et éphémères...). On peut aussi développer des aménagements artistiques dans des espaces qui ne seront pas touchés par les gros travaux. Les enseignants peuvent s'emparer de ces idées, avec un accompagnement (animateur / éducateur) pour soutenir les envies.

Raphaëlle Thiollier : Malgré le portage politique très fort et très aidant pour la Ville de Paris , **on peut mentionner différents degrés de résistance**. Nous avons par exemple des résistances techniques du côté des ingénieurs avec qui on a travaillé : autant on s'est compris concernant la lutte contre le réchauffement climatique, autant on ne s'est pas compris quand on évoquait les aspects pédagogiques (permettre aux enfants de gratouiller la terre, manipuler...). **Les enjeux de sécurité, surveillance et entretien sont clairement les freins qu'on nous oppose**. La parole entre pairs est essentielle pour poursuivre la démarche et convaincre (un directeur d'école qui parle à un autre directeur est plus efficace et plus convaincant). Il faut redonner du sens collectivement et remettre l'enfant au centre des projets, parce qu'on a très souvent priorisé le confort des adultes. Sur le fait que les changements peuvent s'amorcer très vite, je peux partager une anecdote : dans l'école dont la directrice avait participé au voyage en Belgique, un jour, exceptionnellement les feuilles n'avaient pas été soufflées. Les enseignantes ont fait sortir les enfants malgré leur appréhension face à ce problème. Résultat les enfants ont joué avec les feuilles pendant toute la récréation. Ça ne coûte rien et le résultat est positif !

Il y a aussi à travailler avec les agents de services et avec les organisations syndicales qui nous poussent avec raison à réfléchir aux conditions de travail des agents et aux tâches supplémentaires. On a eu des débats un peu âpres et on doit encore travailler sur ce sujet, mais le fait de rechercher le bien-être des enfants fait consensus, car cela redonne du sens, ça embarque les agents qui sont aussi des acteurs éducatifs, qui savent ce qui se passe, qui connaissent les enfants, qui sont des contributeurs de la communauté éducative : cela permet de

les remettre au cœur car ils sont souvent peu visibles et alors que leur travail va être impacté, de revaloriser leur missions au sein de l'école.

[Lisez les échanges entre les intervenantes et les participant·es](#)

Notes :

[1] : Journée régionale « [Les enjeux éducatifs de la végétalisation des cours et espaces extérieurs](#) » organisée le 1^{er} octobre 2021 par le GRAINE ARA, [⇒ revenir au contenu de l'article](#)

Mots clefs :

- Accompagnement au changement
- Aménagement, transports et urbanisme
- EEDD : enjeux, pédagogies et méthodes
- Eduquer dehors
- Pédagogie
- Transition écologique
- Changements climatiques

Bio de l'auteur(e)

Animation de la table-ronde/questions : Noémie Huby, cheffe de projet, GRAINE ARA

Retranscription de la table-ronde : Ornella Bolzoni, enseignante en stage au GRAINE ARA

Synthèse et réécriture : Aurélie Alvado, cheffe de projet, GRAINE ARA